

# Israël révèle qu'un « département de délégitimation » espionne les militants du boycott

Asa Winstanley

Surveillance du Militantisme et de BDS

27 août 2015

Une agence d'espionnage israélienne a révélé la semaine dernière à Haaretz qu'elle avait un « département de délégitimation » qui « collecte régulièrement des informations sur les organisations étrangères de gauche » qui promeuvent le boycott d'Israël lancé par les Palestiniens.

Un militant israélien a dit aussi à l'Electronic Intifada qu'il avait été interrogé par la police secrète de l'Intérieur de son pays.

Egalement connue sous l'acronyme hébreu d'Aman, la branche du renseignement militaire d'Israël espionne les « organisations d'outremer... [dont] des dizaines sont affiliées au mouvement boycott, désinvestissement et sanctions », déclare Haaretz.

Le rapport de Gili Cohen, correspondant militaire du journal libéral israélien, sort à un moment où Israël est de plus en plus inquiet devant l'impact de BDS à travers le monde.

Le département de délégitimation a été créé comme un élément de la réaction d'Israël à la crise de ses relations publiques internationales dans le sillage de l'agression sur le Mavi Marmara en 2010.

Ce bateau turc, qui faisait partie de la « Flottille de la Liberté » pour briser le blocus de Gaza, avait été attaqué et arraisonné par les soldats israéliens dans les eaux internationales, causant la mort de 10 militants (dont l'un est resté dans le coma jusqu'à sa mort l'année dernière).

La révolte populaire face à la brutalité d'Israël avait entraîné une vague de boycotts à travers le monde.

Il y eut entre autres l'annulation des concerts des groupes Klaxons et Gorillaz en Israël, et l'adoption par le plus grand syndicat britannique Unite d'un boycott des produits et des services israéliens.

## « Surveillance »

La surveillance du mouvement BDS était déjà connue, comme rapporté en 2013.

Haaretz l'avait révélée déjà en 2011.

Mais ce dernier rapport est le premier à révéler qu'il existe une unité spécifique appelée « département de délégitimation ».

Il confirme aussi que la surveillance par cette unité des groupes étrangers de gauche fonctionne toujours, comme les militants le soupçonnaient depuis longtemps.

Un autre aspect notoire est qu'une partie des activités de l'unité consistait à collecter de soi-disant « preuves de violations de la législation internationale par le Hamas ».

Avoir un seul département qui s'occupe à la fois de la résistance armée et des activités non-violentes de BDS est un schéma révélateur.

Il s'intègre dans le paradigme de l'Institut Reut, think tank israélien influent qui avait avancé en 2010 qu'Israël devait se concentrer sur « l'attaque » du mouvement de solidarité

avec la Palestine, aussi bien que sur le « sabotage » de ce qu'ils appellent les « catalyseurs du réseau » dans des villes telles que Londres et dans la région de la Baie de San Francisco.

Reut a défini la Campagne de Solidarité avec la Palestine au Royaume Uni comme l'un des « principaux catalyseurs ».

Il a avancé qu'un « réseau de résistance », comprenant des groupes armés tels que le Hamas, et un « réseau de délégitimation », qui inclut le mouvement BDS, forment ensemble une « non-sainte alliance ».

## « Sabotage »

L'attaque combinée de « résistants [à la résistance] » et de « délégitimateurs », a écrit Reut, « a une signification stratégique et peut se développer en menace existentielle d'ampleur d'ici quelques années ».

Cinq ans après cette déclaration de Reut et 10 ans après le lancement du mouvement BDS, Israël semble avoir conclu que ce moment était arrivé.

Israël considère maintenant que BDS est une « menace stratégique de premier ordre », selon les mots du président israélien.

L'argument avancé par Reut de « sabotage » laisse entendre que le think tank voulait que les agences d'espionnage israéliennes combattent les militants en utilisant éventuellement des méthodes illégales.

Le document qui contenait cette terminologie (Résumé Analytique de son rapport « Le Défi de la Délégitimation : créer un pare-feu politique ») défendait si clairement une action criminelle contre des groupes menant une campagne pacifique que Reut retira plus tard la référence au « sabotage », après que l'attention se soit généralisée dans

le sillage des révélations de l'Electronic Intifada.

Mais la formulation originelle est encore visible dans les Archives d'Internet et dans la copie publiée par l'Electronic Intifada.

## **Intimidation**

L'utilisation par Aman de correspondants militaires d'Haaretz comme moyen pour faire passer l'information au public laisse entendre que les espions israéliens voulaient absolument que les militants de BDS sachent qu'ils étaient surveillés.

Ceci peut très bien être une tentative d'intimidation et une façon d'exagérer l'ampleur de leurs propres ressources pour surveiller les militants.

Le récent rapport d'Haaretz dit aussi que le Shin Bet (également connu sous le nom de Shabak, acronyme hébreu pour « Service de Sécurité Générale ») espionne les citoyens israéliens qui soutiennent BDS.

« La surveillance de tous les groupes liés à BDS est approuvée d'avance par un cadre supérieur de la division de recherches, à la suite d'une décision de ne pas suivre les groupes qui ont des contacts indirects avec des militants israéliens », affirme le rapport.

C'est fait par contre par le Shin Bet, « qui surveille les citoyens israéliens impliqués dans ce qu'ils appellent des activités de délégitimation ».

Ceci vise vraisemblablement les citoyens palestiniens d'Israël. Mais le petit nombre de dissidents juifs israéliens qui soutiennent BDS dans des groupes comme Boycott de l'Intérieur disent qu'ils subissent des interrogatoires par le Shin Bet.

# Harcèlement

En 2013, l'Association pour les Droits Civiques en Israël a demandé à la haute cour d'ordonner au Shin Bet de cesser de convoquer des militants pour des « entretiens de mise en garde » à propos de leurs activités de « délégitimation ».

Dans un article de 2012, la journaliste israélienne Amira Hass parlait à plusieurs militants de gauche qui avaient été interrogés par le Shin Bet.

Leurs récits des « conversations amicales » (comme le Shin Bet a essayé de les définir) montrait clairement que les boycotts d'Israël sont une des principales inquiétudes de l'agence d'espionnage intérieur.

Le militant BDS israélien Ronnie Barkan a dit à l'Electronic Intifada qu'il a été interrogé plusieurs fois par le Shin Bet, bien qu'il ait refusé de répondre à leurs questions.

« Notre point fort est de tout faire ouvertement », a dit Barkan. Les militants font régulièrement circuler en ligne des récits de ces interrogatoires afin de faire connaître cette pratique.

Une fois en 2012, a dit Barkan, on l'a appelé pour être interrogé par la police. Quand il s'est présenté, il s'agissait, crut-il, du Shin Bet qui essayait de l'interroger.

Barkan vit maintenant en Italie.

Une autre Israélienne, Leehee Rothschild, militante d'Anarchistes Contre le Mur, a été interrogée et harcelée par des fonctionnaires du Shin Bet en 2012 alors qu'elle revenait d'un voyage à Londres pour promouvoir BDS et participer à la Semaine de l'Apartheid Israélien.

Par ailleurs, le Shin Bet espionne, intimide, brutalise et harcèle des militants palestiniens en Cisjordanie. L'agence a

longtemps été impliquée dans l'enlèvement et l'assassinat de militants et de combattants palestiniens.

Alors que toute cette tactique ne semble pas devoir faire plus que retarder le mouvement pour les droits des Palestiniens, il paraît vraisemblable que tant qu'Israël se considérera comme plus assiégé, il agira avec une témérité et une agressivité croissantes.

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : The Electronic Intifada  
<https://electronicintifada.net/blogs/asa-winstanley/israel-reveals-delegitimization-department-spy-boycott-activists>

**Photo : En 2008, des militants israéliens de gauche ont tenu un atelier sur la façon de réagir aux interrogatoires du Shin Bet. (Oren Ziv / ActiveStills)**